

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 125/05

AMR 23/014/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

COLOMBIE **Soraya Gutiérrez Arguello (f), présidente du *Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"* (Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo")**
sa famille
ainsi que les autres membres du Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo"

Londres, le 16 mai 2005

Soraya Gutiérrez Arguello, présidente de l'organisation non gouvernementale (ONG) *Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"* (Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo"), a reçu des menaces de mort. Amnesty International pense que cette femme, ses proches et les autres membres du collectif sont en grand danger.

Le 13 mai, alors que Soraya Gutiérrez Arguello rentrait chez elle, à Bogotá, l'agent de sécurité de sa résidence lui a remis un paquet suspect qui avait été livré par une société de coursiers. De crainte qu'il ne contienne une bombe, Soraya Gutiérrez Arguello a alerté la police, qui s'est chargée d'ouvrir le colis.

À l'intérieur, il y avait une poupée décapitée en pièces. Certaines parties de son corps avaient été brûlées ou recouvertes de vernis à ongle rouge, comme pour représenter du sang. Une croix avait également été dessinée sur la figurine, qui portait un message écrit à la main : « *Tu as une bien jolie famille, tu ferais mieux de t'en occuper plutôt que de la sacrifier.* »

Le même jour, le quotidien national *El Tiempo* a diffusé une annonce censée émaner du Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo". Elle appelait tout étudiant, avocat, psychologue, sociologue ou autres professionnels à la recherche d'un emploi à contacter l'organisation pour un recrutement immédiat, et fournissait les numéros de téléphone du collectif.

Les membres de l'ONG estiment que l'annonce contient une menace implicite : elle suggère en effet que des postes vont bientôt se libérer au sein du collectif.

Le 14 mai, une autre annonce de recrutement a été diffusée dans le même journal, appelant cette fois-ci des agents de sécurité à présenter leur candidature à l'organisation. Le message donnait une heure et un lieu de rendez-vous pour les personnes intéressées. Le Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo" n'a publié aucune de ces annonces et pense que ce pseudo-recrutement de vigiles pourrait signifier que l'organisation est gravement menacée. Qui plus est, le lieu et l'heure du rendez-vous correspondent à ceux d'une réunion entre des membres du collectif et des victimes d'atteintes aux droits humains, ce qui montre clairement que l'ONG est sous étroite surveillance.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis plusieurs années, le *Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"* (Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo") s'emploie à faire traduire en justice des membres des forces de sécurité, y compris des hauts responsables, soupçonnés d'implication dans de graves violations des droits humains perpétrées directement par les forces de l'ordre ou à leur instigation, par leurs alliés paramilitaires. Il travaille sur un certain nombre d'affaires, dont certaines ont été fortement médiatisées, comme le massacre de Chengue, manifestement perpétré par des paramilitaires, en 2001, et qui s'était soldé par la mort de 26 cultivateurs.

De nombreux avocats spécialisés dans la défense des droits humains ont été tués en Colombie, et d'autres, craignant pour leur vie, ont été forcés de fuir le pays. Il est fréquent que des militants soient harcelés, voire tués, après avoir condamné les violations

commises par les forces armées ou par leurs alliés paramilitaires et s'être efforcés de les faire traduire en justice, ou de mettre au jour les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Soraya Gutiérrez Arguello, la présidente de l'organisation non gouvernementale (ONG) *Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"* (Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo"), qui a reçu des menaces de mort le 13 mai, ainsi que par celle de ses proches et des autres membres de son organisation ;

– demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée sur ces menaces ainsi que sur tous les autres cas de menaces visant le collectif, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;

– exhortez les autorités à prendre des mesures efficaces en vue de protéger Soraya Gutiérrez Arguello et sa famille, ainsi que les membres du collectif, comme ils en ont fait la demande, afin que ces personnes puissent poursuivre leurs activités légitimes et essentielles en faveur du respect des droits humains ;

– appelez le gouvernement colombien à s'acquitter pleinement de ses obligations envers les défenseurs des droits humains, telles qu'elles sont énoncées dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1998 ;

– priez les autorités d'enquêter sur tous les cas de menaces proférées contre des défenseurs des droits humains et de traduire en justice les responsables présumés de tels agissements ;

– invitez le gouvernement colombien à engager un dialogue constructif avec les défenseurs des droits humains et à aborder la question de leur protection et de la prévention des agressions dont ils sont la cible.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Álvaro Uribe Vélez
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-2
Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le*
Président de la République,

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Sr. Sabas Pretelt de la Vega
Ministro del Interior y de Justicia
Ministerio del Interior
Av. Jiménez No. 8-89
Bogotá
Colombie

Fax : +57 1 560 4630

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire]:

Dr. Luis Camilo Osorio
Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación
Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2022 / 2000 (un message en espagnol vous priera de composer le 2017)

Formule d'appel : *Estimado Dr. Osorio, / Monsieur,*

COPIES À :

Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo" :

Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"
AA 33035
Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.